

Pour faire céder le gouvernement, grève générale de tous les hôpitaux !

Depuis le 18 mars, la grève des services d'urgences n'a pas cessé de s'étendre. Le 11 novembre 2019, 268 services sont en grève, d'après le collectif inter-urgences.

Les travailleurs des urgences n'en peuvent plus. Ils demandent les postes nécessaires, estimés à 10 000 postes, l'augmentation immédiate du budget des hôpitaux et des EHPAD de 5 %, l'arrêt de toute fermeture de lits ou de services, l'augmentation immédiate des salaires des infirmiers et aides-soignants de 300 € net et l'augmentation immédiate des primes et indemnités des médecins urgentistes.

Mais le gouvernement ne cesse de manœuvrer et d'apporter des réponses dilatoires. La question des urgences est la pointe avancée des problèmes de la santé publique : budgets d'austérité (pénurie, fermetures de lits et d'établissements, règles de rentabilité intenables), pillage par les cliniques des grands groupes capitalistes, surexploitation des soignants (intensification du travail, précarisation avec plus de 220 000 travailleurs hors statut, rétribution dérisoire des élèves-infirmiers et des médecins internes, heures supplémentaires non compensées ou non payées...). Le projet de budget de la Sécurité sociale pour 2020 montre, au-delà des belles paroles, qu'il entend poursuivre et aggraver sa politique contre tous les personnels hospitaliers.

Après que le gouvernement a fait réquisitionner chez eux par la gendarmerie des travailleurs en arrêt maladie, la ministre de la Santé Buzyn avait annoncé en juin que la prime sécurité serait portée à 100 € nets et versée désormais à tous les personnels des urgences, hors médecins, à partir du 1^{er} juillet. Elle indiquait qu'une enveloppe de 15 millions serait disponible « afin de permettre aux services d'urgence en tension de renforcer leurs effectifs paramédicaux durant la période estivale et de maintenir ainsi un maximum de lits ouverts ».

En réalité, pendant tout l'été, les services d'urgence ont fonctionné dans des conditions encore plus difficiles !

Le 9 septembre, la ministre annonçait un plan de 750 millions d'euros sur 3 ans, la création d'un service d'accès aux soins, après d'autres mesures gadget comme la vidéo-assistance entre EHPAD et SAMU, etc.

Pas un lit supplémentaire, pas un poste supplémentaire, pas une seule augmentation ! Les 750 millions annoncés ne sont pas des crédits en plus, mais le redéploiement de crédits existants !

Pire même : le projet de budget de la sécurité sociale pour 2020 ne prévoit qu'une augmentation de seulement 2,1 % pour les hôpitaux alors qu'en 2019, avec 2,5 %, c'était déjà notoirement insuffisant ! Cela impliquera mécaniquement de nouvelles dégradations.

Comment faire céder la ministre Buzyn et le gouvernement Macron-Philippe ?

Le gouvernement ne craint pas la dispersion des mouvements laissés dispersés établissement par établissement par les directions syndicales comme s'il s'agissait d'affaires locales, ni la journée d'action symbolique qu'elles organisent périodiquement. Le gouvernement ne craint qu'une seule chose :

La grève générale des tous les travailleurs hospitaliers jusqu'à l'obtention des revendications !

C'est tous ensemble qu'il faut se dresser contre le gouvernement !

Grève générale de tous les hôpitaux !

Assemblées générales dans tous les hôpitaux !

Les personnels doivent contrôler leur mouvement : comités de grève élus !

Face au gouvernement, coordination nationale des comités de grève, comité national de grève mandaté sur les revendications des personnels !

11 novembre 2019



REVOLUTION COMMUNISTE
Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

Front unique en défense des retraites !

Tensions grandissantes dans le monde p. 2
Le gouvernement Macron-Philippe maintient le cap p. 4
Retraites : dirigeants syndicaux, cessez de négocier l'attaque ! p. 6
Urgences : pour faire céder le gouvernement, grève générale de tous les hôpitaux ! p. 8
Intervention au congrès du SNESup-FSU p. 9
Agressions fascistes à Lyon et à Nantes p. 10
Police : toute la vérité sur l'assassinat de Steve Mela Canico ! p. 12
Algérie : ouvrir une perspective démocratique, collectiviste et internationaliste p. 13
Québec : contre la pseudo-laïcité xénophobe p. 17
Hongkong : contre la répression policière et la menace militaire p. 18
1989 : le massacre des étudiants et des ouvriers à Pékin p. 21
Note de lecture : les écrits de Trotsky sur la France de 1935 et 1936 p. 26
Daniel Savoisin, 1943-2019 p. 27
ABC du marxisme : l'impérialisme p. 28

n° 36 octobre 2019 2 euros